



Au lycée Kahani comme dans le reste de Mayotte, personnels et élèves ont le droit d'enseigner ou d'étudier dans des conditions dignes sans craindre pour leur sécurité



COMMUNIQUÉ

À Mayotte, la scolarité est un droit qui vacille de plus en plus au vue des tensions extrêmes qui règnent depuis quelque temps sur l'île.

Sur fond d'exclusion sociale, Mayotte devient une zone où les élèves et personnels se sentent délaissés devant des problèmes de violence inouïe. Certains établissements scolaires sont particulièrement secoués par ces tensions et ces violences comme le lycée Kahani qui est la cible, depuis plus d'un an, de « caillassages » réguliers, de jets de pierres ou projectiles en tout genre.

Rectorat ou préfecture n'apportent aucune solution pérenne, si ce n'est fermer l'établissement quelques jours. Les personnels affectés dans cet établissement se sentent en insécurité et ont déposé à plusieurs reprises un droit de retrait. Cette ambiance conflictuelle a de lourdes conséquences sur l'ensemble de la communauté éducative : élèves comme enseignant·es se rendent dans l'établissement la peur au ventre et la scolarité de certain·es élèves est menacée tant ils ou elles sont gagné·es de plus en plus par la démotivation et le désarroi.

Pour l'heure, l'administration ne débloque aucun moyen : pas de personnels supplémentaires y compris pour la vie scolaire, du matériel pédagogique insuffisant et des locaux exigus (des élèves de 2nd, par manque de place, sont obligé·es d'assister aux cours dans un collège voisin).

La CGT Éduc'action a interpellé le ministère, à plusieurs reprises, sur la situation à Mayotte. Pourtant aucune mesure d'urgence n'a été prise pour garantir un service public de l'Éducation digne de ce nom.

Pour la CGT Éduc'action, il faut un plan d'urgence pour l'École afin de garantir des conditions d'étude correctes et des conditions de travail dignes pour les personnels. Cela doit se traduire par un recrutement massif de personnels pour toutes les catégories, la construction de bâti scolaire de qualité et l'achat de matériel pédagogique en quantité suffisante.

Mayotte souffre d'une situation socio-économique préoccupante et la population se retrouve dans une grande souffrance. Pour le gouvernement, il est urgent de prendre des mesures fortes pour que Mayotte retrouve une situation apaisée en donnant aux services publics les moyens de fonctionner et les remettre au centre de la société.

Montreuil, le 29 novembre 2021

Contact presse : Jérémie SAISEAU—06.70.64.35.11